

# Prométhée

## La CGT doit sortir du piège des négociations !

**Sections CGT des dépôts de bus RATP de Croix-Nivert, Point-du-Jour, Flandre, Saint-Maur, Thiais, Charlebourg, Bords de Marne**  
**Lettre ouverte aux directions syndicales de la CGT-Bus, de l'Union CGT-RATP, de la Fédération des Transports CGT, de la Confédération CGT**

Nous n'appelons pas à la grève du 12 décembre.

Les agents de la RATP ont fait dix jours de grève sur un objectif clair : refuser la casse de leur régime de retraite voulue par le gouvernement. Précisément contre quatre points fondamentaux, tous inacceptables :

- La remise en cause des 37,5 annuités de durée de cotisation
- l'instauration d'une décote
- l'instauration d'un double statut et la remise en cause de la prise en compte de la pénibilité et des contraintes de service public
- l'indexation des pensions sur les prix et non plus sur les salaires.

Cette position est celle qui a été actée par notre syndicat CGT-Bus à son congrès le 16 octobre. Elle a été réaffirmée par l'Union syndicale CGT-RATP le 24 octobre lors de sa rencontre avec X. Bertrand. Elle reste plus que jamais la nôtre.

Suite à l'acceptation par les organisations syndicales de participer aux négociations, la grève a été suspendue à partir du 23 novembre. Nous rappelons que la CE de notre syndicat avait rejeté le principe des négociations « tripartites », entreprise par entreprise.

Le haut niveau de conscience des enjeux, le rapport de forces et la détermination des salariés à s'opposer à la « réforme » sont demeurés intacts. Les grévistes dans les assemblées générales, en premier lieu les militants et les syndiqués CGT, n'ont pas donné de mandat à leurs directions syndicales pour négocier sous les conditions du gouvernement.

Au bout de quatre journées de négociations un constat s'impose : le gouvernement et la direction de l'entreprise refusent de modifier le cadre de leur contre-

réforme. Les représentants de la CGT le reconnaissent eux-mêmes.

Il est aujourd'hui de la responsabilité de la CGT et de toutes ses organisations de déjouer le piège des « négociations ». C'est pourquoi nous désapprouvons totalement la stratégie des directions à qui s'adresse cette lettre.

- Continuer à négocier des points annexes, revient à entériner cette contre-réforme, à accepter la mise à mort de notre régime spécial.

- Appeler à reprendre la grève, sur une seule journée, le 12 décembre pour « faire pression » sur les détails et les modalités de la casse de nos retraites, c'est irresponsable devant les agents. C'est aller complètement à l'encontre de ce pourquoi nous avons fait grève pendant dix jours. Sur cette base, nous rejetons le texte du préavis de grève, d'autant plus que la CE de notre syndicat, organe dirigeant statutaire, n'a même été consultée.

Depuis le départ, les positionnements des directions syndicales de bus, de l'Union, de la fédération et de la confédération ont suscité du désarroi et de la colère parmi les syndiqués et les salariés en général, notamment depuis la proposition de la tenue de « négociations tripartites ».

Comment ne pas voir le calcul de Sarkozy pour diviser le mouvement entreprise par entreprise ? Depuis quand la négociation est-elle devenue une revendication en soi ? Les syndiqués, les agents ont le sentiment d'avoir été trahis.

Il est temps de corriger le tir ! La situation nous l'impose. La CGT, syndicat largement majoritaire, avec tout ce qu'elle représente dans nos entreprises, a un rôle majeur, historique à jouer contre une attaque historique contre nos services publics, contre l'ensemble des acquis sociaux des salariés de notre pays.

Nous savons tous quel est le but du gouvernement. La fin de notre régime spécial vise à faire sauter un verrou à la mise en concurrence et à la privatisation, à lever un obstacle à la suite du démantèlement de l'ensemble du système de retraite solidaire par

répartition.

Le 18 octobre, les agents de la RATP à 70%, ceux de la SNCF à 80%, ceux d'EDF-GDF à 60% ont fait grève pour s'opposer. Le 20 novembre, la manifestation interprofessionnelle a montré le développement des convergences de lutte avec des salariés d'autres secteurs comme avec les étudiants. Malgré une pression médiatique sans précédent, le pouvoir n'a pas réussi non plus à retourner l'opinion publique contre le mouvement.

Nous demandons aux directions à laquelle s'adresse cette lettre :

- de quitter les pseudo négociations

- d'examiner les conditions de la reprise du mouvement pour faire capoter le projet de casse de notre régime de retraite.

- de faire le lien déterminant entre cette lutte cruciale et celles des salariés des autres secteurs.

Nous nous engageons pour notre part à informer les syndiqués de notre démarche, à informer l'ensemble des salariés de nos dépôts de l'évolution de la lutte, à maintenir et développer le rapport de forces.

La CGT appartient à ses adhérents !

Le 7 décembre 2007

## Réflexions à propos de la « Lettre ouverte » Où va la direction confédérale de la CGT ?

Avec un certain retard, *Prométhée* a donc décidé de faire connaître à ses lecteurs la lettre ouverte élaborée par sept sections syndicales CGT de la RATP. Ce texte nous semble en effet d'une grande importance.

Sans faire un bilan exhaustif des mouvements des travailleurs de la SNCF et de la RATP il est nécessaire de revenir sur les événements de ces dernières semaines.

### Un échec...

On sait que la réforme voulue par Sarkozy comportait trois éléments clé : la remise en cause de la règle des 37 années ½ de cotisations, la mise en place d'un système de décote et l'indexation des pensions sur les prix. Sur ces trois questions, les travailleurs n'ont pu faire reculer d'un iota Sarkozy et son gouvernement. Ce simple fait oblige lucidement à considérer que le mouvement des travailleurs des transports publics fut un échec.

Et qu'on ne vienne pas nous parler des "concessions" du gouvernement. Celles-ci, mineures, étaient largement anticipées, selon un scénario prévu, sinon arrangé, à l'avance. De toutes façons, l'essentiel était politique. Le démantèlement des régimes spéciaux – question qui empoisonnait la vie de la bourgeoisie depuis 12 ans – est un préalable à la poursuite de l'offensive contre les retraites de tous les travailleurs. Avec l'échec de novembre, le gouvernement a la voie désormais ouverte. On sait qu'un récent rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit tout simplement le passage à 41 annuités... option déjà envisagée par la loi Fillon de 2003.

Mais il faut aller encore plus loin. Raymond Soubie, conseiller social du Président, avait prévenu : parlant de cette réforme, il indiquait « si elle se fait, le reste suivra ». « Le reste », c'est la succession de contre-

réformes en cours : fusion ANPE/UNEDIC, remise en cause du contrat de travail, de la durée hebdomadaire de travail (rachat des RTT), du statut de la Fonction Publique (chantier « services publics 2012 »), de la « dépolitisation » du SMIC. Bref d'une offensive généralisée contre le monde du travail venant parachever et dépasser la longue série de remises en cause progressives de ces vingt dernières années.

### ...dont la responsabilité incombe aux directions syndicales

Ceci n'empêche pas la direction CGT de pavoiser dans une adresse de la Commission exécutive confédérale en date du 6 décembre :

*« Ces très fortes mobilisations que nous avons construites, avec les salariés directement concernés par les régimes spéciaux, ont permis de mettre en échec la publication imminente des décrets par le gouvernement. Nous avons réussi à contrarier fortement ce processus qu'il nous faut amplifier pour peser sur le contenu de la négociation. »*

Il suffit pourtant de lire la presse pour savoir ce que valent ces rodomontades. Par exemple, l'interview accordée le 11 décembre au *Monde* par Bertrand, ministre du Travail, à la question : « Les syndicats regrettent que les paramètres de la réforme des régimes spéciaux ne soient pas discutés » le ministre répond sans ambiguïté : « Depuis le départ, chacun savait que les trois paramètres, alignement de la durée de cotisation, décote et indexation des pensions ne seraient pas remis en question. Dans les discussions par entreprises, il s'agissait de discuter des conséquences de ces paramètres. »

En bref, les directions syndicales sont actuellement en train de participer à la mise en œuvre des plans du

gouvernement.

Les pitreries de ces bureaucrates, appareil confédéral, directions de la fédération des cheminots, de l'union syndicale de la RATP, ont un double objectif. Il s'agit de masquer leur responsabilité écrasante. Il s'agit aussi de tenter de justifier aux yeux des militants le « bien fondé » de leur collaboration présente avec le gouvernement.

Car en fait, depuis le début de cette affaire, l'appareil cégétiste n'a pas cessé un seul instant de pratiquer cyniquement la collaboration. Un rapide retour sur les événements le démontre.

### **La grève du 18 octobre**

On sait que le 18 octobre, cheminots, agents de la RATP et ceux d'EDF-GDF s'engagèrent massivement dans l'action en défense de leurs acquis, après la décision de Sarkozy d'abroger leur régimes spéciaux.

Tous savaient qu'une journée d'action isolée ne pouvait permettre de préserver les régimes spéciaux. Pour les travailleurs des transports publics cette journée n'était qu'une étape vers le « *tous ensemble* », seul moyen d'infliger une défaite décisive au gouvernement et d'arrêter l'offensive en cours.

Ceci n'empêcha pas Thibault (et ses collègues, tel Aschiéri, etc....) de limiter autant que possible l'ampleur de cette journée, d'expliquer que les responsables syndicaux « *qui parlent de grève reconductible manquent d'expérience* », etc. Parallèlement, François Hollande, au nom de la direction du PS, fit le service après-vente du gouvernement en se prononçant explicitement pour la contre-réforme. De septembre à la fin de la grève, les critiques socialistes porteront exclusivement sur la méthode utilisée par Sarkozy et consorts.

Face à ce blocus, cheminots et agents de la R.T.P ne purent que rentrer dans leurs dépôts. La marche à la grève n'en était pas moins engagée.

### **La grève à la SNCF et à la RATP**

Après le 18 octobre, le gouvernement Sarkozy fit montre de l'intransigeance la plus totale. Comme le dit Soubie : reculer sur cette question, c'était condamner le gouvernement lui-même. Notamment, il exigeait des syndicats de « négocier » entreprise par entreprise, autrement dit prendre en charge l'application de la réforme. A ce stade, la confédération ne pouvait s'engager si loin sans prendre le risque de relancer la crise rampante que connaît la CGT

Dans ces conditions, face à la pression sourde de la base, l'appel à la grève reconductible fut donc lancé par les directions syndicales à la SNCF et la RATP pour le 14 novembre. Encore faut-il préciser qu'elles ne le firent qu'à reculons, en tentant de borner soigneusement les choses. Une circulaire confédérale expliquait alors :

*« Pour l'heure, c'est moins la coordination dans un seul rendez-vous qui est nécessaire que le*

*foisonnement et l'élargissement revendicatif dans l'ensemble des branches et entreprises ».*  
(déclaration confédérale du 29 octobre)

Bref, si l'appareil avait reculé, il n'en continuait pas moins à combattre toute perspective de « *tous ensemble* ». Il s'agit bel et bien d'une position de principe. L'adresse du 6 décembre la confirme en se félicitant des fruits amers qu'elle a produite jusqu'à présent :

*« Ce bouillement revendicatif, à mettre à l'actif de notre démarche initiée dès la rentrée de septembre à l'appui de notre consultation nationale, qui visait à nous tourner résolument vers les salariés a porté ses fruits. »*

Fait rarissime dans l'histoire de la CGT, le 13 novembre, à quelques heures du début de la grève, passant par-dessus l'ensemble des instances syndicales, le trio Le Reste, Le Duigou, Thibault se précipite ce soir-là chez Bertrand. La direction CGT annonce alors au gouvernement qu'elle accepte de négocier entreprise par entreprise, comme l'exigeait Sarkozy. Elle souhaite seulement la présence d'un représentant de l'Etat à chacune des « négociations ». A partir de cet épisode, le gouvernement va se reposer quasi-exclusivement sur la direction cégétiste.

Mais le mouvement étant engagé, l'opération capota pour un temps. Le lendemain, face à l'opposition des assemblées générales, la grève se déploya, largement majoritaire, tant à la SNCF qu'à la RATP

### **La journée de grève du 20 novembre**

Encore une fois, aucun cheminot, aucun agent de la RATP ne pouvait imaginer que la préservation des régimes spéciaux puisse se faire par leur seule grève. D'où l'importance de la question de la « *convergence* », prégnante dès le début de l'action.

Concrètement, l'objectif était de faire jonction avec le gros de la classe ouvrière, invité à cesser le travail lors de la journée d'action du 20 novembre . Ce qui ce fit largement dans la fonction publique et même dans certains secteurs du privé.

Mais pour la direction confédérale, l'objectif était tout autre :

*« La CGT est décidée à obtenir des négociations sur chacune des grandes revendications exprimées. C'est avec cet état d'esprit que la CGT apprécie positivement l'ouverture de négociations tripartites dans chacune des entreprises et branches pour l'avenir de leurs régimes spéciaux. C'est la mobilisation qui a permis d'ouvrir un espace de négociation face à un pouvoir qui se croyait légitime à passer en force. (...) Demain, deux réunions doivent à leur tour ouvrir, sans préalable, le processus de négociation pour l'avenir des régimes spéciaux SNCF et RATP. (...) Pour décider de la suite de la mobilisation, la CGT recommande aux assemblées générales*

*d'avoir le souci du rassemblement le plus large du personnel des entreprises concernées, et de préserver les capacités d'intervention des salariés dans l'unité pendant la période de négociation, prévue sur plusieurs semaines. »*

En bref, la bureaucratie syndicale réaffirmait son accord pour s'inscrire dans le cadre de l'application des contre-réformes du gouvernement (qui n'avait d'ailleurs jamais prévu de « passer en force », mais comptait bien et à juste titre sur la collaboration des pontifes de Montreuil). Et surtout, elle appelait les travailleurs de la SNCF et de la RATP à la reprise du travail sous prétexte de « *préserver les capacités d'intervention dans la durée* ».

Isolés, les travailleurs en grève n'eurent d'autre solution que de cesser la grève, ce qui se fit en quelques jours à partir du 20 novembre.

Notons au passage que les bureaucrates de Montreuil se livrèrent à ce stade à une ahurissante dénonciation d'Olivier Besancenot, de la LCR et des militants lutte de classe :

*« La CGT se doit d'attirer l'attention sur la prétention de certains responsables politiques à vouloir conduire un mouvement dont le caractère doit rester revendicatif, syndical et social. »*

Pour la direction confédérale, il fallait dénoncer ceux qui tentent d'agir pour infliger une défaite au gouvernement, ceux qui se prononcent pour le « *tous ensemble* ». Voilà qui en dit bien plus long que bien des discours !

## Le 12 décembre

A partir de la fin novembre, les directions syndicales, avant tout celles de la CGT ont joué à fond le jeu du « dialogue social » à la SNCF, comme à la RATP. Pris à la gorge par le gouvernement, les dirigeants de la CGT des deux entreprises se mirent donc en tête d'appeler à une journée d'action se situant totalement dans le cadre des plans du gouvernement (l'objectif déclaré était de « *peser sur les négociations* »). Sans doute l'objectif était-il à la fois de donner le change vis-à-vis de syndiqués largement révoltés par la politique de ces dirigeants et de tenter de desserrer la pression que fait peser sur eux le gouvernement.

En tout état de cause, la réaction fut telle face à cette aventure (voir *la Lettre Ouverte*), que tant à la RATP qu'à la SNCF, ces journées d'action furent annulées.

## Que signifie le « tournant réformiste » de la CGT ?

Il ne sert à rien de se voiler la face : sauf imprévu, le démantèlement des régimes spéciaux est acquis. La responsabilité centrale de l'appareil CGT dans ce revers est incontournable. Durant toute la période 2003-2007, la direction CGT avait déjà trahi - comment employer

un autre mot ? - à de multiples reprises. On se souvient notamment de son refus d'appeler à la grève générale en 2003, de ses pressions pour faire rentrer ceux qui, comme à la RATP, tentèrent de la déclencher. On se souvient aussi du sinistre « diagnostic partagé » avec Fillon contre les retraites et avec Douste-Blazy contre la Sécu.

Mais en novembre 2007, un pas de plus a été franchi : l'équipe Thibault-Le Duigou s'est frontalement affrontée à des corporations entières. Cette illustration du « tournant réformiste » enthousiasme tant Hollande qu'il en appelle à aider Thibault contre la « *démagogie* » de SUD.

Dans son ouvrage « *programmétique* » (« *Demain le changement, manifeste pour un nouveau syndicalisme* »), Le Duigou théorise cette évolution :

*« Le syndicalisme ne peut pas demeurer un contrepoids sauf à se nier à long terme. Il doit affirmer son rôle de contre-pouvoir à partir du champ social et économique. Mais qui dit contre-pouvoir dit partage des pouvoirs [souligné par nous] »*

En clair l'objectif est de passer d'un syndicalisme de classe assis sur ses adhérents à une structure de cogestion, étroitement associée à l'État et largement financée par celui-ci. Il s'agit ni plus ni moins que **d'un changement de nature de la CGT** dont la démarche est définie en ces termes par la direction confédérale :

*« Elle incarne un syndicalisme nouveau, elle permet un autre regard de l'opinion publique sur la CGT, bouleverse le paysage syndical jusqu'ici perçu comme étant constitué par deux pôles : l'un de contestation, l'autre de négociation. »* (adresse de la CE confédérale du 6 décembre).

Et pour que ne subsiste aucun doute sur l'intégration à la nouvelle gouvernance du « dialogue social » voulue par Sarkozy l'adresse en question précise :

*« C'est la fin de l'opposition entre légitimité pour réformer, issue des résultats des élections présidentielles et, légitimité des organisations syndicales à intervenir sur le contenu des réformes à conduire. »*

Inutile de se faire des illusions, rien d'autre que l'intervention des militants, des travailleurs n'arrêtera cette opération destructrice pour le syndicalisme.

Ceci étant, la bureaucratie syndicale n'a pas encore partie gagnée, loin de là. On a vu en 2005 comment la résistance de la base permit d'éviter que le centrale ne s'aligne sur Chirac à propos du Traité Constitutionnel Européen. La *Lettre ouverte* s'inscrit dans les mêmes processus, qu'il faut multiplier.

## Unité contre Sarkozy et le MEDEF ! Rupture avec le gouvernement !

La conclusion de l'échec prévisible de la SNCF et la RATP s'impose d'elle-même : pas de combat contre le gouvernement sans combat contre les bureaucraties

syndicales. Car la grande leçon de novembre 2007, c'est qu'on ne peut esquiver la question de l'orientation des organisations syndicales, et avant tout de la CGT

Les échéances qui sont devant nous vont voir la question se poser avec la plus extrême acuité.

Ne prenons que la question des retraites. On sait que le COR vient de publier un rapport devant servir de support aux revendications patronales (l'augmentation des annuités nécessaires pour disposer d'une retraite à taux plein à court terme, l'avancée vers un système basé sur la capitalisation à terme). Bien évidemment, à ces exigences, il faut opposer la défense du système actuel et le retour au 37 années ½ pour tous. Sur ces bases, il faudra certes définir des initiatives. Mais on ne peut en rester là.

On sait en effet que le COR, mis en place par le gouvernement Jospin, est une structure qui sert justement à réaliser un « *diagnostic partagé* » entre les différents acteurs. Pour la CGT, c'est Le Duigou qui y siège. Le rapport Chertier (« *Pour une modernisation du dialogue social* ») indique : « *Le COR, qui bénéficie de l'antériorité, a ainsi permis de rapprocher les points de vue sur le diagnostic du système de retraites, préalable indispensable à la réforme. Si les positions*

*sont restées en partie divergentes sur les orientations choisies pour la réforme, les constats qui la sous-tendraient n'ont pas été remis en cause.* »

Comment dès lors ne pas conclure qu'il faut militer pour que la CGT (et FO) quittent de telles instances ? pour que ces mêmes organisations cessent de participer aux multiples conférences en cours ? Bref qu'elles rompent avec la méthode Sarkozy expliquée en ces termes par le sociologue Jean-Marie Pernet dans *Le Monde* du 3 octobre 2007 : « *Nicolas Sarkozy embaume les syndicats dont il fait des acteurs sociaux centraux, mais il les embaume aussi au sens de la momification. Il veut bien négocier, mais sur ce qu'il a décidé, en y mettant éventuellement quelques formes.* »

Mener cette activité dont la *Lettre Ouverte* permet de mesurer l'écho, c'est œuvrer à la réalisation de la contre-offensive ouvrière dont l'urgence ne fait que se renforcer semaine après semaine. Cet objectif, vital pour la classe ouvrière confrontée à une offensive généralisée, pose la question d'une orientation syndicale différente, unifiant tous les secteurs du salariat. Ce chantier ne peut être entrepris, ici et maintenant, que par une authentique opposition syndicale.

**Le 16 décembre 2007**

Retrouvez-nous sur internet : <http://perso.orange.fr/gauchecomm>

Prennez contact avec nous, participez à notre activité : [revue-communiste@voila.frou](mailto:revue-communiste@voila.frou) **Prométhée BP 33 – 93001 BOBIGNY Cedex**

Aidez-nous : chèque à l'ordre de Prométhée ; CCP 19 360 42 Z Paris

Directeur de la publication : *Emile Fabrol*

ISSN : 1142-2254